Document généré le 25 avr. 2024 05:38

Liaison

L'harristocratie menace la culture

Paul-François Sylvestre

Numéro 83, septembre 1995

URI : https://id.erudit.org/iderudit/41972ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)
1923-2381 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce document

Sylvestre, P.-F. (1995). L'harristocratie menace la culture. *Liaison*, (83), 5–5.

Tous droits réservés © Les Éditions l'Interligne, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'HARRISTOCRATIE MENACE LA CULTURE

En juillet, la presse a largement fait état des coupures que le gouvernement Harris n'a pas tardé à annoncer, sitôt porté au pouvoir. Les médias ont surtout noté la réduction des prestations d'aide sociale, réduction qui représente des économies de 469 millions ! L'annulation de quelque 7 millions de dollars dans le secteur des garderies a aussi été décriée. On a également déploré les coupures dans le programme Boulot Ontario (18 millions de moins pour les immobilisations et 86 millions de moins pour la formation). Bien que le ministre des Finances, Ernie Eves, ait annoncé une réduction globale des budgets de fonctionnement des ministères et organismes ontariens de l'ordre de 500 millions, la presse n'a pas trop réagi car on ne sait pas encore comment ces coupures s'exerceront.

Dans le milieu franco-ontarien, on s'inquiète des coupures touchant l'aide sociale. On craint aussi que le secteur de l'éducation ne soit durement affecté. Dans un communiqué émis le jour-même de l'annonce des coupures, soit le 21 juillet, l'Association canadienne-française de l'Ontario a vivement regretté que le programme Boulot Ontario tombe sous la guillotine Harris, d'autant plus que cette décision risque de compromettre le projet de centres de théâtre francophones à Ottawa et à Sudbury. En réalité, c'est tout le développement culturel qui est menacé par l'Harristocratie. Dès sa première annonce, le ministre des Finances a annulé un imposant projet artistique : pour économiser 24 millions, Queen's Park n'ira pas de l'avant avec la salle de ballet et d'opéra à Toronto. De plus, en annonçant le gel de programmes de subventions aux entreprises, le ministre a ni plus ni moins hypothéqué l'épanouissement culturel des Ontariens et des Ontariennes. Regardons-y de plus prêt.

Selon le credo de la « révolution du bon sens », l'industrie n'a pas besoin d'appuis gouvernementaux. Le secteur privé peut s'organiser, croître et se développer sans l'intervention de l'État. Voilà pourquoi l'administration Harris gèle des programmes de prêts, de garanties et de subventions aux entreprises, ce qui lui permet d'économiser 71 millions. Cette décision est dévastatrice pour le secteur des arts et de la culture. Je n'ai d'ailleurs pas tardé à l'apprendre. Moins d'une heure après l'annonce du ministre des Finances, la sous-ministre adjointe de la Culture (Jane Marlatt, du ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs) me téléphonait pour me faire part de détails qui, de toute évidence, échapperaient à la presse. J'ai eu plusieurs conversations avec des fonctionnaires, mais rarement une aussi déprimante que celle de ce 21 juillet 1995.

Si la sous-ministre adjointe tenait à me parler, c'est que je suis membre du comité consultatif des éditeurs de périodiques, rattaché au Centre de l'édition de l'Ontario. Elle voulait me prévenir que le Centre de l'édition était tombé sous le couperet de MM. Harris et Eves. Une économie de 3,3 millions. Je sais que plusieurs lecteurs et lectrices ignorent jusqu'à l'existence de cet organisme. Pourtant, les éditions Prise de parole, du Vermillon et *Liaison* bénéficiaient de l'appui du Centre de l'édition, et ce, à divers niveaux. Vermillon avait récemment présenté des projets touchant la révision des manuscrits, la mise en marché des livres et la comptabilité de la maison d'édition. *Liaison*, pour sa part, espérait recevoir une aide lui permettant de se doter d'équipements plus sophistiqués, pour ne pas dire élémentaires, en vue de mieux produire la seule revue des arts en Ontario français. Le Centre de l'édition était un complément naturel aux programmes des Conseils des arts (aucun chevauchement) et sa disparition est bien déplorable.

Mais le gel des dépenses du Centre de l'édition n'est qu'une bouchée de pain. La galette est beaucoup plus considérable, côté cinéma. Les dépenses de la Société de développement de l'industrie cinématographique de l'Ontario sont aussi gelées ; cela représente 6,5 millions de dollars. De plus, le programme ontarien d'investissement dans le cinéma est suspendu, ce qui permet d'économiser 1,7 million. L'enregistrement sonore y goutte aussi ; son programme d'investissement est immédiatement gelé, même s'il ne compte que pour 870 000 $. Le plus désolant, c'est que toutes ces coupures ne sont pas incluses dans les quelque 30 millions que le ministère des Affaires civiques, de la Culture et des Loisirs doit retrancher pour « faire sa part ». Le ministère et les organismes qui en relèvent sont en effet invités, sommés à vrai dire, de réduire leurs frais de fonctionnement pour un total de 25,2 millions. À ceci s'ajoute une réduction de 4 millions au niveau des immobilisations.

On comprend mieux, aujourd'hui, pourquoi *Liaison* affirmait, en mars dernier, que « les arts sont toujours les derniers à passer à la caisse et les premiers à passer au *cash* ». Nous avions pourtant démontrer, statistiques à l'appui, que la culture fait constamment rouler notre économie. Et qu'elle continue de se faire rouler ! MM. Harris et Eves n'avaient pourtant pas besoin de nous le prouver encore une fois, noir sur blanc. Plutôt dans le rouge !

PAUL-FRANÇOIS SYLVESTRE